



Chers membres du Conseil départemental de l'Éducation nationale,
Monsieur le directeur académique des services de l'Éducation nationale de la Haute-Garonne,
Madame la vice-présidente du Conseil départemental en charge de l'Éducation,

Nous, représentant.es des parents, représentant.es des personnels enseignant.es et non-enseignant.es, avons décidé de ne pas siéger à cette instance du 17 novembre 2020 pour faire entendre tout notre mécontentement sur les conditions de la rentrée 2020 et sur la gestion de la crise sanitaire en Haute-Garonne.

Plus que jamais attaché.es à cette instance, nous faisons malheureusement le constat que notre parole n'a pas été écoutée en son sein, et ce depuis la première période de confinement du mois de mars 2020.

Ce manque de considération des représentant.es de celles et ceux qui vivent au quotidien l'École Républicaine -élèves, parents, personnels enseignants et non-enseignants- appelle à une autre forme d'expression, et la thématique de ce CDEN dédié au bilan de la rentrée, en fait un moment adapté.

Ce manque de respect pour le travail des représentant.es que nous sommes se traduit également par l'envoi très tardif quasi systématique des documents de travail entravant notre mandat de délégué.es des personnels.

En effet, dès les CDEN de préparation de la rentrée et les CDEN extraordinaires de la fin de l'année scolaire précédente, nous avons alerté sur la **nécessité de disposer en urgence de moyens supplémentaires pour assurer la rentrée 2020** et commencer à remédier aux conséquences prévisibles de la « continuité pédagogique » pour les élèves confinés. Et lors du CDEN du 11 septembre 2020, **nous avons dénoncé les fermetures de classes** qui ne pouvaient s'entendre dans la situation sanitaire actuelle, **nous avons dénoncé les sureffectifs qui ne peuvent pas permettre une distanciation physique et une limitation du brassage nécessaires pour limiter la circulation du virus. L'utilisation des tiers lieux d'enseignement y a été demandée.**

Nous dénonçons l'absence totale d'anticipation de la seconde vague pourtant prévue par les scientifiques dès le mois de juin. Au retour des vacances d'automne, les enseignant.es se sont vu.es une nouvelle fois gérer dans l'urgence et sans moyens (humains, matériels et en temps), la mise en place d'un nouveau protocole. Protocole bien souvent inapplicable et ne reposant que sur les équipes enseignantes et les collectivités territoriales sans moyens alloués.

Devant les vagues successives de contamination que prévoit le conseil scientifique dans sa note du 26 octobre 2020, et face au constat du Premier ministre expliquant la nécessité de "vivre avec le virus sur le temps long", le bricolage actuel avec des bouts de chandelles doit faire place à un véritable plan d'urgence responsable de l'intérêt des élèves, des familles et des personnels.

Si aujourd'hui, **nous demandons un plan d'urgence pour l'École** dans le contexte sanitaire que nous connaissons, nous rappelons que notre département a un taux d'encadrement dans le 1^{er} degré parmi les plus mauvais de France, que le manque de remplacement est chronique, que les élèves d'ULIS ne comptent pas dans les effectifs, que les RASED ont été décimés... Le manque de moyens dans notre département est donc structurel et la dégradation des conditions d'apprentissages de nos élèves, de nos enfants ainsi que la dégradation des conditions de travail des enseignant.es ne peut se limiter à la seule période de crise sanitaire. L'École a besoin d'un réel plan d'urgence !

Les leçons du confinement du mois de mars qui a vu décrochages et retards scolaires s'accroître par le recours au distanciel, sont maintenant connues de tous mais n'ont pas fait l'objet de mesures à la hauteur des enjeux. Bien que la mise en place de l'enseignement hybride distanciel et présentiel ait la vertu de diminuer la propagation du virus dans les cellules familiales, elle ne peut être une solution à moyen et long terme.

Le distanciel continuera à accroître les inégalités car, les élèves qui s'en sortiront seront ceux dont les parents pourront payer des cours particuliers, les élèves qui seront suffisamment autonomes ou les élèves dont les parents arriveront à mener de front le suivi scolaire de leurs enfants et leurs obligations professionnelles d'autant plus fortes dans le contexte économique que connaît actuellement notre département.

Nous refusons que l'École de la République organise et accentue les inégalités.

Nous ne voulons plus que les tensions intra-familiales revoient le jour. Nous voulons que les élèves aient accès à une restauration scolaire. Nous voulons que les élèves à besoins éducatifs particuliers soient pris en charge par des professionnels.

Nous ne voulons plus que le lien social et le vivre ensemble qui nécessitent une présence physique des élèves à l'École soient relégués au second plan.

L'École doit rester ouverte. Pour cela, des enseignant.es, des AED, des personnels de vie scolaire, des personnels médico-sociaux doivent être recrutés dans l'urgence autant que de besoins.

Nous ne voulons plus que les familles assurent une partie de la charge pédagogique car enseigner requiert des compétences spécifiques reconnues. Finalement, nous ne voulons pas que les parents et les élèves prennent le poids du distanciel sur eux.

Début novembre, nos organisations ont co-signé au niveau national, régional et départemental **un appel à une embauche massive de personnel enseignant et non-enseignant.**

En effet, le personnel dédié à la formation des enseignants ne doit pas être affecté au remplacement, si ce n'est nier la nécessité de formation.

Les maîtres.ses E et maîtres.ses G ne doivent pas être affecté.es au remplacement, si ce n'est nier les besoins des élèves qui en bénéficient.

Les maîtres.ses REP+ et mixité sociale ne doivent pas se substituer au remplacement des enseignant.es, si ce n'est nier les besoins des élèves dans les zones d'éducation prioritaire.

Nous réitérons notre demande de procéder au **recrutement immédiat** des personnels nécessaires en particulier **en ayant recours aux listes complémentaires des concours et à les réabonder en fonction des besoins et à demander une rallonge pour le second degré grâce notamment à l'admission de tous les admissibles aux concours de l'an dernier.**

Mesdames et messieurs les membres des collectivités territoriales et Monsieur le Directeur académique, nous vous demandons de **mettre à disposition les locaux d'enseignements supplémentaires nécessaires afin de réduire les effectifs des classes.** Cela passe par le recrutement massif de personnels enseignant.es, non-enseignant.es et des agents territoriaux nécessaires.

Cette mise en œuvre, dans le respect du cadrage national du protocole de continuité pédagogique, est la seule garante de l'égalité.

Sinon, les élèves nous reprocheront de ne pas avoir tout mis en œuvre.

Montrons et, montrez-nous que l'Éducation nationale est une priorité.

Soyez assurés, chers membres du CDEN, que nous mettrons tout en œuvre, dans un esprit de co-éducation, pour que la génération Covid ne soit pas une génération sacrifiée.